



Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie¹

Genèse du Liban moderne, 1711-1864 / Antoine C. Sfeir
éd. Riveneuve, 2013
cote : 59.344

M. Antoine Charif Sfeir a poursuivi des études de droit et d'histoire à Londres au King's College, à Paris à la Sorbonne, à Beyrouth à l'Université Saint-Joseph et aux États-Unis à la Cornell University. De famille libanaise d'origine, il a tenu, dans cet essai historique, à s'interroger sur les événements qui ont contribué à la pérennité d'un système politique original qui garantit dans un environnement régional où les gouvernements autocratiques sont la grande majorité, une certaine démocratie due au respect par les cadres politiques d'un confessionnalisme citoyen unique. La date de 1711 rappelle la bataille d'Aïn Dara dans le Kesrouan où les clans druzes s'affrontèrent ; les vaincus durent fuir vers le Hauran en Syrie, diminuant de ce fait l'hégémonie druze dans la Montagne libanaise, ce dont profitèrent les Maronites. À cela s'ajoute, comme le montre bien l'auteur, l'effet des décisions prises au Synode de Louaïzé (1736), qui imposaient à tous les couvents de se doter d'écoles. Auparavant, en 1702 le moine Abdallah Zakher avait fabriqué une presse arabe pour éditer les missels et livres de prières mais susceptible aussi d'éditer les manuels scolaires ; ainsi, l'Église maronite, au XVIII^e siècle, acquiert et reçoit des terres confiées à des métayers dont les enfants fréquentent les écoles des monastères. La supériorité intellectuelle des Maronites vient de cette scolarisation précoce exceptionnelle pour l'époque ; on le verra au moment de la Nahda, ce mouvement de renaissance de la culture arabe au milieu du XIX^e siècle. La date de 1864 marque l'autonomie politique du Mont-Liban, petite entité territoriale de l'Empire ottoman garantie par les grandes puissances de l'époque et doté d'un mini parlement où, déjà, les députés représentent leur communauté confessionnelle assurant à tous une participation à la gestion de leur région.

La première grande partie de l'ouvrage rappelle la constitution progressive de minorités confessionnelles diverses cherchant à se réfugier dans la Montagne libanaise au cours des âges. À l'époque byzantine, en 537, les Syriacques monophysites massacrent 350 moines maronites d'un couvent d'Apamée en Syrie pour des prétextes théologiques ; la communauté maronite émigre alors dans le Nord Liban. Sous les Abbassides, des chiites venant de Mésopotamie s'établissent sur les côtes libanaises. Le califat fatimide d'Égypte expulsera, au XI^e siècle, les Druzes, rameau de l'ismaélisme, en Galilée, en Syrie et au Liban, où leurs coreligionnaires se trouvent encore aujourd'hui. Au XVI^e siècle, les notables druzes obtiendront des gouverneurs ottomans de Damas le fermage des impôts (« iltizam ») ; ainsi le prince Fakhreddine en visite en Italie sera accueilli à Florence particulièrement par les familles nobles. Celui que les Libanais considèrent comme un des « Pères fondateurs de la nation libanaise » sera





Académie des sciences d'outre-mer

emprisonné et exécuté à Istanbul ; ses successeurs Maan laisseront leur pouvoir aux Chehab sunnites du Wadi el Taym. Les Druzes divisés en « Yéménites » (clan Alameddine) et « Qaïssites » (clans Abillama du Metn, Arslan, Talhouq, Abdelmalek) auront leurs partenaires maronites, les Cheikhs Khazen au Kesrouan, Hobaïche à Ghazir, Dahdah au Ftouh. Des Kurdes, venus comme auxiliaires ottomans épouseront des filles de cheikhs druzes et adopteront en échange des terres la religion de leur beau-père, comme le sunnite Ali Joumblatt qui succède au dernier Cheikh druze Qadi. Mais les dirigeants et habitants de la Montagne libanaise doivent composer avec les gouverneurs ottomans des pachaliks voisins, En 1775, le Bosniaque Jazzar, gouverneur de Saint-Jean d'Acre extorque à l'Émir Bachir Chehab des contributions très élevées ; le passage de Bonaparte dans la région mettra encore ce dernier en difficulté. L'Emir Bachir, appelé Le Bâtitteur car il a fait construire les palais de Beït Eddine et de Deïr el Qamar, obtiendra quelque répit à la mort de Jazzar mais l'invasion de la Palestine, de la Syrie occidentale et du Mont-Liban par les Égyptiens de 1830 à 1840 va écraser d'impôts les paysans qui refuseront la conscription ; l'influence des Patriarches maronites va d'ailleurs grandir auprès des populations dont ils soutiendront les révoltes. Après 1840, Beyrouth se modernise et devient un lieu de résidence recherché par les consuls et les négociants européens. Londres entreprend de soutenir les Druzes pour lutter contre l'hégémonie française due aux Capitulations franco-ottomanes renouvelées depuis 1536, auprès des Chrétiens et soutient l'implantation de missionnaires protestants qui convaincront surtout des grecs-orthodoxes de passer à l'anglicanisme. Les Pères jésuites polonais, italiens, français contre-attaquèrent en multipliant les écoles et les dispensaires.

Cependant, après l'évacuation égyptienne, les soldats ottomans pillent la montagne libanaise et des affrontements interconfessionnels entre Druzes et Maronites vont créer une insécurité si grande que les Grandes Puissances interviennent ; le Mont-Liban est divisé en 1844 en deux préfectures (« qaïmaqam ») celle au nord de la route Beyrouth-Damas étant dévolue aux Maronites, celle du sud aux Druzes. Mais en fait, ce sont les réformes libérales (égalité des droits des musulmans et des non-musulmans) édictées par le Sultan en 1839 et renforcées en 1856 (Khatti Humayun) après la guerre de Crimée, qui vont déclencher des pogroms antichrétiens à Damas en 1860 de la part de la population sunnite et dans le Chouf de la part des Druzes, soutenus par les Ottomans locaux. La France prend alors la direction des opérations pour une intervention au Liban et en Syrie, auxquelles s'oppose l'Angleterre ; néanmoins Napoléon III obtient le soutien de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie. La flotte française, dirigée par le Général de Beaufort, mouille à Beyrouth le 16 août 1860 ; les militaires français s'installent au Bois des Pins à deux kilomètres du centre de la ville ; ils doivent accueillir des dizaines de milliers de réfugiés chrétiens, surtout des femmes et des enfants, ayant fui la Syrie et les districts druzes. Le corps expéditionnaire va se rendre dans le Chouf, d'où s'échappent les auteurs druzes des massacres et dans la Bekaa, mais le Représentant du Sultan Fouad Pacha refuse de le laisser gagner Damas. 200 villages chrétiens ont été détruits ; on compte 6000 victimes ; le Général Beaufort fait construire un orphelinat à Saïda. Le tribunal turc à Beyrouth, imposé par les Alliés, ne condamnera aucun Druze ni aucun responsable ottoman à mort d'autant plus que les Anglais soutenaient les accusés druzes qui ne resteront emprisonnés qu'un an.



Académie des sciences d'outre-mer

Les puissances européennes obtiennent cependant qu'un nouveau régime politique soit appliqué au Mont-Liban ; ce Règlement, signé à Pera le 9 juin 1861, stipule que le Liban sera soumis à un pouvoir unique chrétien qui prendra la forme d'un gouverneur ottoman mais chrétien (le premier sera Daoud Pacha, en fait Karabid Davidian, de confession arménienne catholique) aidé d'une Assemblée (« Majlis ») de 12 membres, 2 maronites, 2 druzes, 2 grecs-orthodoxes, 2 melkites, 2 sunnites, 2 chiïtes. Le 6 septembre 1864, la composition du conseil sera ainsi modifiée pour tenir mieux compte du poids démographique : 4 délégués maronites, 3 druzes, 2 grecs-orthodoxes, 1 melkite, 1 sunnite, 1 chiïte.

Monsieur Sfeir évoque la création de l'Oeuvre des Écoles d'Orient (devenue par la suite Oeuvre d'Orient et qui a conservé les mêmes implications) en 1855 parce que cette Institution a joué un grand rôle humanitaire au Liban et en Syrie en 1860 et dans les années suivantes ; elle fut fondée par le Baron Cauchy, mathématicien, membre de l'Académie des Sciences, Charles Lenormant, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres, le Prince Gagarine, jésuite et l'Abbé Lavigerie (futur Archevêque d'Alger et fondateur des Pères Blancs) et qui avait fait sa thèse sur l'École chrétienne d'Edesse ; l'Abbé Lavigerie va parcourir la montagne libanaise, se rendre à Damas, Tyr, Saïda pour venir en aide aux réfugiés condamnés à mendier Il ouvrira un orphelinat de filles à Beyrouth dirigé par les Soeurs lazaristes et de garçons dans la Bekaa que prendront en charge les Jésuites ; ces derniers accueilleront les enfants de notables dans leur établissement de Ghazir et les Lazaristes dans celui d'Antoura. .

Antoine Charif Sfeir, avec une grande lucidité et un patriotisme touchant pour ses deux patries, France et Liban, nous livre une analyse éclairante sur ce qui n'est pas souvent perceptible en France, l'utilité du confessionnalisme qui est en fait, dans cette région, une condition absolue du Vivre ensemble ; dans le Liban du XVIII^e siècle, il s'agissait du bicommunautarisme maronite et druze, aujourd'hui, c'est le bicommunautarisme chiïte et sunnite qui peut maintenir l'intégrité du Liban, compte tenu que le président du Liban est un chrétien, troisième composante ; il faudrait qu'un État comme l'Irak se rende compte également de l'intérêt du bicommunautarisme chiïte et sunnite d'autant plus que la présidence de l'État a été confiée à un troisième partenaire, un Kurde. C'est une bonne leçon politique pour éliminer des affrontements pérennes et destructeurs de l'unité nationale. Pour convaincre, notre auteur n'a pas ménagé ses efforts pour aider le lecteur dans ses recherches. Pages 451 à 472, la bibliographie contient 85 auteurs libanais, anglo-saxons et français ; page 473, le glossaire est bien utile ; onze cartes et graphiques, des caricatures de journaux français sur les Ottomans, sont répartis dans le volume. On consultera également, pages 35 à 38, un tableau synoptique comparé des événements entre 1291 et 1861, page 60, la dynastie des Chehab ; page 78, la carte des localités libanaises citées. Mes compliments à la conscience professionnelle de notre jeune auteur.

Christian Lochon